

Bulletin d'histoire politique

Sabourin, Hélène, À l'école de P.-J.-O. Chauveau. Éducation et culture au XIXe siècle, Montréal, Leméac, 2003, 230 pages.

Jean-Pierre Charland

B
H
P

Volume 13, Number 1, Fall 2004

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1055027ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1055027ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Charland, J.-P. (2004). Review of [Sabourin, Hélène, À l'école de P.-J.-O. Chauveau. Éducation et culture au XIXe siècle, Montréal, Leméac, 2003, 230 pages.] *Bulletin d'histoire politique*, 13(1), 257–258.
<https://doi.org/10.7202/1055027ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Sabourin, Hélène,
À l'école de P.-J.-O. Chauveau. Éducation et culture au XIX^e siècle

Montréal, Leméac, 2003, 230 pages.

JEAN-PIERRE CHARLAND
*Faculté des Sciences de l'éducation
Université de Montréal*

La mémoire que l'on a du passé est faite aussi d'oubli. Parfois des personnages importants marquent peu nos mémoires. Hélène Sabourin, avec son ouvrage intéressant, vient nous rappeler l'existence du premier ministre du Québec, qui fut aussi surintendant, puis ministre de l'Instruction publique, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau.

Né à Québec, avocat de formation, dans la mouvance de Lafontaine, à l'âge de vingt-quatre ans cet homme fit une entrée précoce dans le monde politique en défaisant John Neilson, lors de la campagne électorale de 1844. Réélu trois fois, il entra au ministère en 1851. Cette carrière commencée si brillamment allait être interrompue quand il se trouva privé de son portefeuille. Sans que rien dans son passé ne semblât l'y prédisposer, il devenait en 1855 le surintendant de l'Instruction publique pour le Bas-Canada, à la démission de Jean-Baptiste Meilleur. Pourtant, pendant douze ans il allait occuper ce poste avec brio. Appelé à former le premier cabinet provincial en 1867, après l'échec de Cauchon, il exigeait la création d'un ministère de l'Instruction publique dont il allait être le titulaire, en plus du poste de premier ministre, jusqu'à sa démission en 1873. Ensuite, il n'allait pas abandonner totalement ce domaine, puisqu'il demeura membre du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, puis fut professeur et ensuite doyen de la Faculté de droit de l'Université Laval à Montréal, de 1878 à 1890.

Arrivé par hasard dans le monde de l'éducation, cet homme cultivé, sensible, au tempérament artistique affirmé, orateur recherché — auteur du roman *Charles Guérin*, jamais il ne cessera de publier dans de nombreux journaux — trouva là un champ d'action où faire valoir ses convictions. Sa conception du rôle des pouvoirs publics en ce domaine s'avérant généreuse. Pour consolider le système d'enseignement élémentaire public, il voulut lui

procurer un personnel enseignant compétent et soucieux de perfectionnement professionnel. Aussi dès son arrivé dans ses nouvelles fonctions il obtenait la création de trois écoles normales et de deux journaux d'éducation (l'un anglais, l'autre français), réorganisait les associations d'instituteurs pour en faire des lieux de formation continue liés aux écoles normales. En amont de l'école primaire, il obtenait du gouvernement de quoi subventionner « l'enseignement supérieur » — l'expression désignait l'ensemble disparate d'institutions dont la clientèle dépassait la quatrième année. Une fois ministre, il offrait aux universités un soutien financier pour s'engager dans l'enseignement des sciences. L'Université McGill accepta l'argent ; l'Université Laval y vit une intrusion inacceptable de l'État dans un domaine perçu comme sien : elle s'abstint ! La conception de l'éducation de Chauveau dépassait les cadres scolaires : en plus de la formation des adultes au niveau de l'alphabétisation et de la préparation professionnelle, grâce à la « Chambre », puis au Conseil des arts et manufactures, il souhaitait l'élévation du niveau culturel de la population grâce au développement d'un réseau de bibliothèques publiques.

C'est cette carrière que rappelle Hélène Sabourin dans une biographie bien écrite et captivante du personnage, faisant une place à l'homme tiraillé de problèmes financiers et de deuils cruels, ami fidèle et généreux à la correspondance incessante. Son explication de l'effacement, dans nos mémoires, de ce politicien ma paraît la bonne : au moment où la pensée ultramontaine s'imposait, dès les années 1870 on s'efforçait de noircir l'œuvre de ce conservateur modéré, convaincu du rôle de l'État dans le domaine éducatif, alors que des politiciens pusillanimes faisaient toute la place au clergé. S'il faut à tout prix faire un reproche à ce bon petit livre, je dirai juste que j'aurais aimé que l'auteure s'attarde un peu plus longuement sur les principes éducatifs de Chauveau, pour les comparer à ceux des Ryerson (Haut-Canada), Barnard et Mann (États-Unis) avec qui il partageait, me semble-t-il, bien des convictions.